

NATURELLEMENT
VAL DE REUIL



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Sommaire

1 – CONTEXTE ET METHODOLOGIE

- 1.1 – Le contexte général
- 1.2 – Le contexte local
- 1.3 - La méthodologie

2 - LA FISCALITE DIRECTE : UNE EVOLUTION DYNAMIQUE SANS ACTION SUR LES TAUX

- 2.1 - L'évolution de la fiscalité

3 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES : DES PROJECTIONS PRUDENTES FACE A UN CONTEXTE INFLATIONNISTE

- 3.1 - Soldes financiers
- 3.2 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 3.3 - Endettement

4 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS : GARANTIR LA REALISATION COMPLETE DU NPNRU 2

- 4.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 4.2 – L'épargne brute
- 4.3 – L'effet de ciseau

5- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 5.1 - Les recettes de fonctionnement
- 5.2 - Les dépenses de fonctionnement

6 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

- 6.1 - Les recettes d'investissement
- 6.2 - Les dépenses d'investissement

7 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

9 - LES RATIOS

1- CONTEXTE ET METHODOLOGIE

1-1 Le contexte général

Contexte macro-économique

Selon l'OCDE, l'économie mondiale s'est montrée plus résiliente que prévu au premier semestre de 2023, mais les perspectives de croissance restent moroses.

En 2024, la croissance mondiale devrait être inférieure à celle observée en 2023, compte tenu de la matérialisation progressive des effets des politiques monétaires et de la reprise plus faible que prévu enregistrée en Chine.

L'inflation pourrait de nouveau s'avérer plus persistante qu'anticipé, dans la mesure où les marchés de l'énergie et des produits alimentaires pourraient encore subir des perturbations.

Un ralentissement plus marqué de l'activité en Chine freinerait davantage la croissance partout dans le monde. La dette publique reste élevée dans de nombreux pays.

Au niveau national ensuite, les prévisions macro-économiques du projet de loi de finances (PLF) pour 2024 tablent sur une croissance à + 1,4 %, et un reflux notable de l'inflation qui s'établirait à + 2,6 %.

PLF 2024 : les mesures applicables aux collectivités locales

- **Suppression de la CVAE**
 - Rallongement de la suppression progressive pour les entreprises (entre 2023 et 2027 contre 2024 initialement)
 - Compensation dès 2023 pour les collectivités par une fraction de TVA nationale composée de la moyenne de la CVAE perçue entre 2020 et 2023 ainsi qu'une part en fonction du dynamisme de la TVA nationale
- **Dotations et péréquations**
 - Dotation forfaitaire: un écrêtement 2024 pris en charge par l'état
 - Dotation de solidarité rurale: progression de +100M€ (contre 200M€ en 2023)
 - Dotation de solidarité urbaine: progression similaire à celle de 2023: +90M€
 - Dotation d'intercommunalité : +30M€ d'abondement exceptionnel allié à un abondement de +60M€ issu de l'écrêtement de la part CPS ; et augmentation du plafonnement de garantie (120% contre 110% précédemment)
 - Un écrêtement de -1,3% de la CPS en 2024
 - Réforme des indicateurs
 - Une réforme des indicateurs financiers qui se poursuit pour le potentiel fiscal avec une fraction de correction qui passe de 90% à 80%
 - Loi de Programmation des Finances Publiques 2023 – 2027
 - Les concours financiers de l'Etat aux collectivités revalorisés chaque année et des mesures exceptionnelles qui ont été importantes en 2023.
 - Instauration d'un objectif non-contraignant d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement au niveau national fixé à +2,0% en 2024 : il s'agit de l'IPCH minoré de 0,5%.

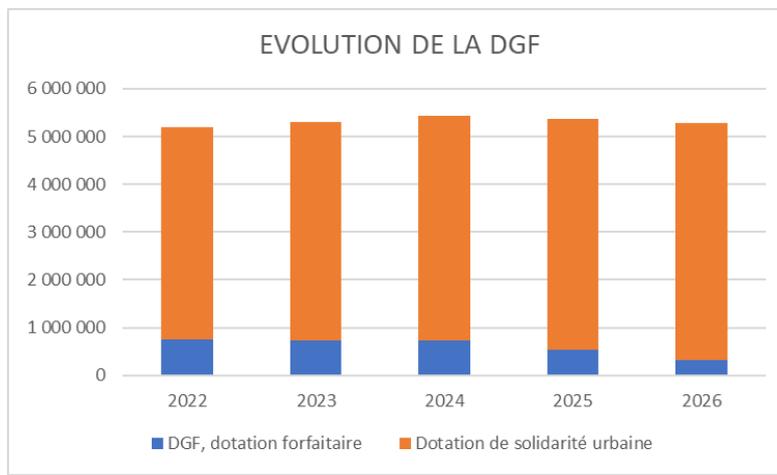
Évolution prévisionnelle de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

	2022	2023	2024	2025	2026
DGF	5 188 513	5 313 506	5 437 324	5 369 223	5 289 197
Dotation forfaitaire	756 555	735 844	724 669	526 112	321 310
Dotation de solidarité urbaine	4 431 958	4 577 662	4 712 655	4 843 111	4 967 887

La dotation forfaitaire ne subit désormais plus la contribution au redressement des finances publiques. Cependant, elle continue de diminuer chaque année pour les communes dont le potentiel fiscal est supérieur à 85% du potentiel fiscal moyen national.

Pour 2023, le montant de la notification DGCL a été pris en compte. Pour 2024, le gouvernement a annoncé (PLF 2024) ne pas écrêter la dotation forfaitaire des communes. Cette hypothèse a été prise compte. Toutefois, dès 2025, l'écrêtement de cette dotation a de nouveau été anticipé.

La Ville est éligible à la dotation de solidarité urbaine (DSU) puisqu'elle possède plus de 10 000 habitants (13 197) et que son potentiel financier est inférieur à 2,5 fois le potentiel financier moyen de sa strate. Son montant en 2023 correspond à la notification DGCL pour l'année.



1-2 Contexte local

Les orientations budgétaires du prochain exercice ont été construites au tour des 10 axes prioritaires déterminés par la majorité municipale :

- 1) Mobiliser les crédits nécessaires (6,8 millions d'euros) à la réalisation d'un PNRU 2 d'un montant total de 136 003 853 HT € dont 60% consacrés à l'habitat et 40 % aux équipements publics ;
- 2) Investir dans la protection de l'environnement et la transition énergétique ;
- 3) Maintenir la politique ambitieuse de construction de nouveaux logements ;
- 4) Ne pas augmenter les impôts pour la 24^{ème} année consécutive ni les tarifs publics ;
- 5) Maîtriser la dette et la réduire en dehors de l'effort à consentir la réalisation du PNRU2 ;
- 6) Poursuivre la politique agressive de recherche de subventions et de partenariats pour accompagner les projets municipaux ;
- 7) Donner la priorité à l'éducation et à l'école ;
- 8) Entretien et maintenir le patrimoine urbain ;
- 9) Développer une politique de solidarité forte à destination des rorivalois.
- 10) Développer l'accès au sport et la culture pour tous ;

1-3 Méthodologie

Les perspectives proposées garantissent le maintien de grands équilibres financiers et budgétaires. Il est à noter que l'année 2023 reste en prospective, l'exercice budgétaire n'étant pas encore clôturé.

Les objectifs

- Analyser les indicateurs de gestion de la collectivité afin de mettre en évidence sa situation financière et anticiper les évolutions budgétaires à venir.
- Permettre de dégager des pistes de travail / fixer des objectifs cohérents pour améliorer les indicateurs financiers.
- Déterminer le volume d'emprunt nécessaire au financement de l'intégralité du PPI

2 - LA FISCALITE DIRECTE : UNE EVOLUTION DYNAMIQUE SANS ACTION SUR LES TAUX

La municipalité **n'a pas augmenté les taux d'impôts depuis 23 ans et s'engage à ne pas le faire jusqu'à la fin du mandat.**

Ainsi, l'évolution de la fiscalité perçue provient des bases qui augmentent sous l'effet combiné de la revalorisation forfaitaire et des nouvelles constructions.

Le **coefficient de revalorisation** est lié à l'inflation constatée de novembre N-2 à novembre N-1. **Il est de 7,1% en 2023.** Il permettrait de revaloriser les bases de **4,5% en 2024**, de **2,6% en 2025** et de **1,8% en 2026** selon les anticipations d'inflation de la Banque de France (septembre 2023). **Les données de 2023 sont issues de l'état fiscal 1259 de la collectivité.**

Pour la TFB, les locaux à usage professionnel et commercial n'étant pas concernés par cette revalorisation forfaitaire mais par l'évolution des loyers et la localisation, il convient en prospective de les retrancher de la base de TFB revalorisée, en particulier s'ils représentent une part importante du total.

Ainsi, l'évolution de la TFB a été corrigé à 6.39 % en 2023, 3.77% en 2024, 2.78 % en 2025 et 2.44 en 2026.

Entre 2024 et 2026, les prévisions d'inflation de la Banque de France ont été prise en compte pour déterminer la revalorisation forfaitaire.

De son côté, **la base de TFNB a été anticipée comme stable sur la période 2024-2026.**

Suite à la réforme de la taxe d'habitation, la commune perçoit un produit supplémentaire de taxe foncière sur le bâti issu du **transfert du taux départemental du foncier bâti à son profit (qui était de 20,24%)**. Un **coefficient correcteur** vient compenser l'éventuelle surcompensation.

Depuis 2021, les bases de TFB sont impactées par la réforme des locaux industriels qui résulte de la volonté du gouvernement de baisser à hauteur de 10 milliards d'euros les impôts de production. Les produits perdus par la ville sont compensés par des allocations compensatrices perçues à **l'article 748**.

Evolution des bases

Années	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2020	8 672 982	31 712 663	274 188
2021	160 700	22 023 253	268 080
2022	181 523	23 739 146	280 287
2023	194 411	25 256 000	284 800
2024	203 159	26 208 151	284 800
2025	208 442	26 936 738	284 800
2026	212 194	27 593 994	284 800

Evolution du produit fiscal

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit des contributions directes	14 511 764	9 352 367	9 894 570	10 442 496	10 814 824	11 111 059	11 386 420
Compensations fiscales	893 194	6 150 277	6 760 014	7 230 119	7 551 651	7 745 289	7 884 883
Total	15 404 958	15 502 644	16 654 584	17 672 615	18 366 475	18 856 348	19 271 303
Evolution		97 686	1 151 940	1 018 031	693 860	489 874	414 955

3 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES : DES PROJECTIONS PRUDENTES FACE A UN CONTEXTE INFLATIONNISTE

Les perspectives **des recettes et dépenses** laisse apparaître une **épargne nette positive** tout en **préversant le fonds de roulement**, nécessaire au financement des investissements futurs.

Ces prospectives tiennent compte d'emprunts nouveaux nécessaires au financement des investissements projetés. Ces emprunts seront à affiner en fonction de l'évolution des taux d'emprunts et de nouveaux projets. Pour cette prospective, le taux projeté est de 4 %.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	31 657 060	32 797 624	34 527 091	36 379 262	35 623 617	36 003 484	36 223 010
Dépenses de fonctionnement	26 809 324	27 593 796	29 294 179	30 716 707	31 213 194	31 668 568	32 053 770
<i>dont intérêts de la dette</i>	961 531	912 055	894 049	892 839	881 593	911 394	909 159
Recettes d'investissement	8 224 939	10 956 224	14 461 740	17 150 525	8 822 591	7 326 637	6 689 105
<i>dont emprunts souscrits</i>	6 290 000	4 172 000	7 000 000	4 000 000	3 500 000	2 800 000	4 000 000
Dépenses d'investissement	13 746 413	15 456 996	22 428 650	21 563 129	13 211 525	11 768 737	10 957 314
<i>dont capital de la dette</i>	3 356 626	3 527 407	3 822 484	3 766 208	3 987 768	4 151 802	4 145 536
<i>dont P.P.I</i>	9 811 113	11 330 897	18 456 149	17 530 962	8 957 798	7 350 976	6 545 819

3.1 - Soldes financiers

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne de gestion	5 723 587	5 549 254	5 578 677	5 655 394	5 292 016	5 246 310	5 078 400
Epargne brute	4 762 056	4 637 199	4 684 628	4 762 555	4 410 423	4 334 916	4 169 240
Epargne nette	1 405 430	1 109 792	862 144	996 347	422 655	183 114	23 704

3.2 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Encours au 31 décembre	37 729 018	38 716 782	41 894 141	42 128 089	41 640 290	40 288 453	40 142 877
Ratio de désendettement	7,9 ans	8,3 ans	8,9 ans	8,8 ans	9,4 ans	9,3 ans	9,6 ans
Emprunt	6 290 000	4 172 000	7 000 000	4 000 000	3 500 000	2 800 000	4 000 000

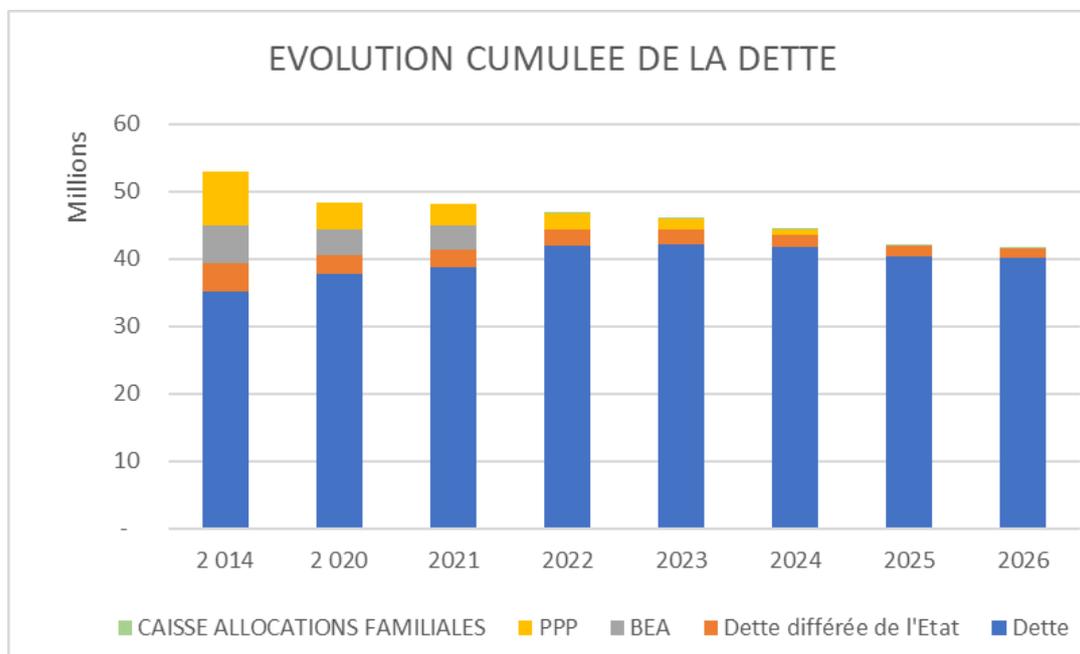
3.3 - Endettement

Dette consolidée selon les recommandations de la chambre régionale des comptes :

L'encours de la dette consolidée (dette propre, dette de l'Établissement Public de la Ville Nouvelle transférée, Bail Emphytéotique du Centre Technique Municipale, Partenariat Public/Privé sur l'éclairage public) passera de **53 millions d'€ en 2014 à 41.5 millions d'€ en 2026**.

Tout en souscrivant de nouveaux emprunts notamment nécessaires à la réalisation du PNRU 2, **la Ville pourrait réduire sa dette de plus de 14 % pendant la durée du mandat (2020-2026) et de plus de 21 % en cumulant les efforts déjà consentis lors du précédent mandat (2014-2026)**.

Capital Restant Dû cumulé au 31/12	2 014	2 020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dette	35 205 683	37 729 018	38 716 782	41 941 141	42 128 089	41 640 290	40 288 453	40 142 877
Dette différée de l'Etat	4 094 945	2 851 160	2 602 403	2 353 646	2 104 889	1 856 132	1 607 375	1 358 618
BEA	5 563 977	3 839 698	3 626 544	-	-	-	-	-
PPP	8 055 244	3 967 070	3 219 070	2 448 577	1 656 276	840 315	-	-
CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES				154 800	137 600	120 400	103 200	86 000
TOTAL DETTE	52 919 849	48 386 946	48 164 799	46 743 364	45 889 254	44 336 737	41 895 828	41 501 495

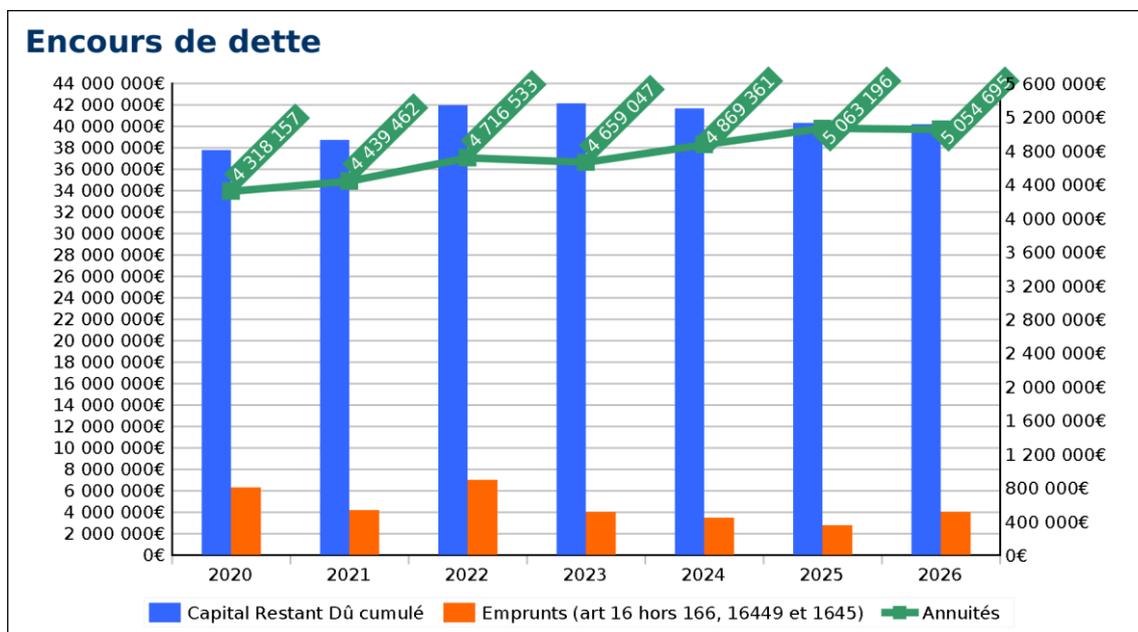


Encours de dette auprès des établissements bancaires et emprunts nouveaux projetés

Année	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2020	37 729 018	8,43 %	6 290 000
2021	38 716 782	2,62 %	4 172 000
2022	41 894 141	8,21 %	7 000 000
2023	42 128 089	0,56 %	4 000 000
2024	41 640 290	-1,16 %	3 500 000
2025	40 288 453	-3,25 %	2 800 000
2026	40 142 877	-0,36 %	4 000 000

Encours de dette au 31/12	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
	1,04 %	6,4 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

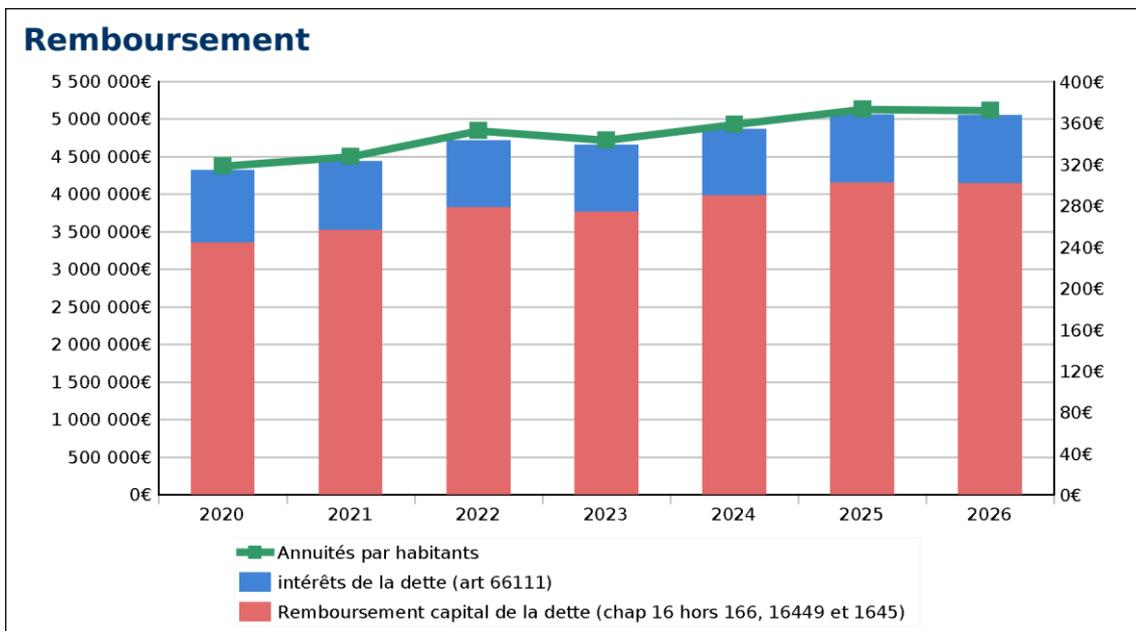


Annuités de la dette

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuités	4 318 157	4 439 462	4 716 533	4 659 047	4 869 361	5 063 196	5 054 695
Evolution n-1 (en %)	1,13 %	2,81 %	6,24 %	-1,22 %	4,51 %	3,98 %	-0,17 %
Capital en euro	3 356 626	3 527 407	3 822 484	3 766 208	3 987 768	4 151 802	4 145 536
Intérêts en euro	961 531	912 055	894 049	892 839	881 593	911 394	909 159

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période. L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

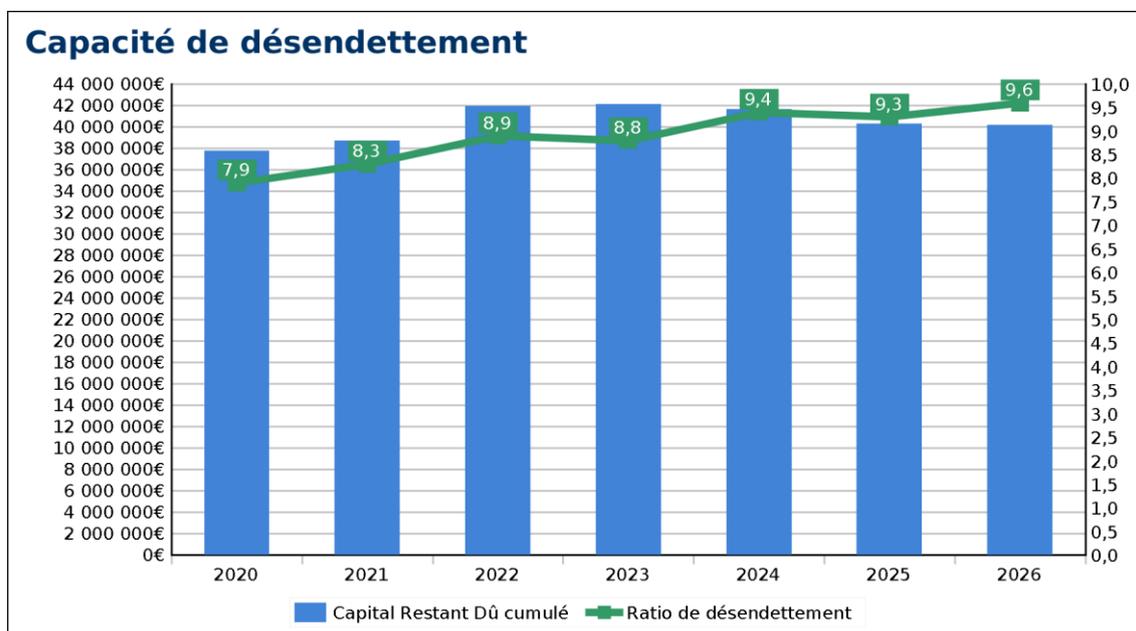


Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ratio	7,9 ans	8,3 ans	8,9 ans	8,8 ans	9,4 ans	9,3 ans	9,6 ans



4 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS : GARANTIR LA REALISATION COMPLETE DU NPNRU 2

4.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion : il s'agit d'indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

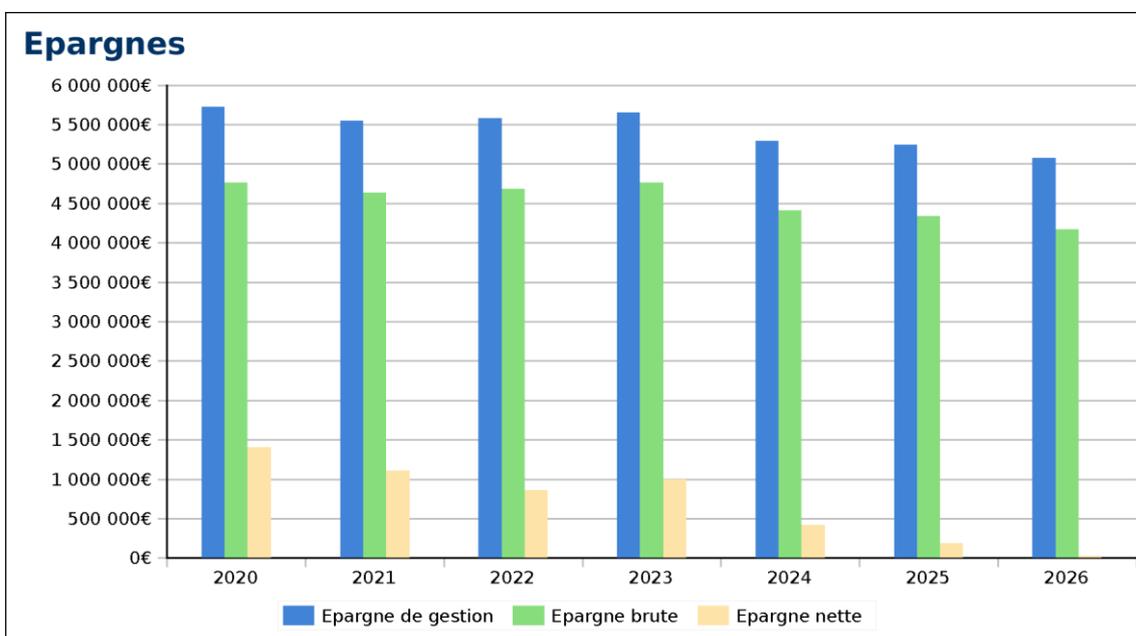
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montants	5 723 587	5 549 254	5 578 677	5 655 394	5 292 016	5 246 310	5 078 400

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Montants	4 762 056	4 637 199	4 684 628	4 762 555	4 410 423	4 334 916	4 169 240

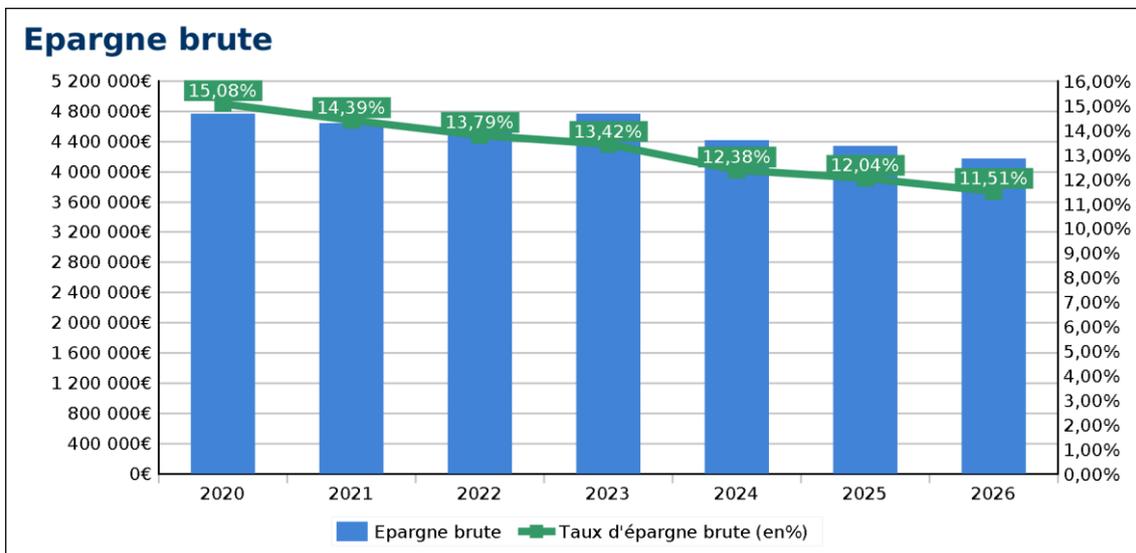
Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement	31 657 060	32 797 624	34 527 091	36 379 262	35 623 617	36 003 484	36 223 010
Epargne de gestion	5 723 587	5 549 254	5 578 677	5 655 394	5 292 016	5 246 310	5 078 400
Epargne brute	4 762 056	4 637 199	4 684 628	4 762 555	4 410 423	4 334 916	4 169 240
Taux d'épargne brute (en %)	15,08 %	14,39 %	13,79 %	13,42 %	12,38 %	12,04 %	11,51 %
Epargne nette	1 405 430	1 109 792	862 144	996 347	422 655	183 114	23 704



4.2 - Epargne brute

Épargne brute = Écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle. Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.



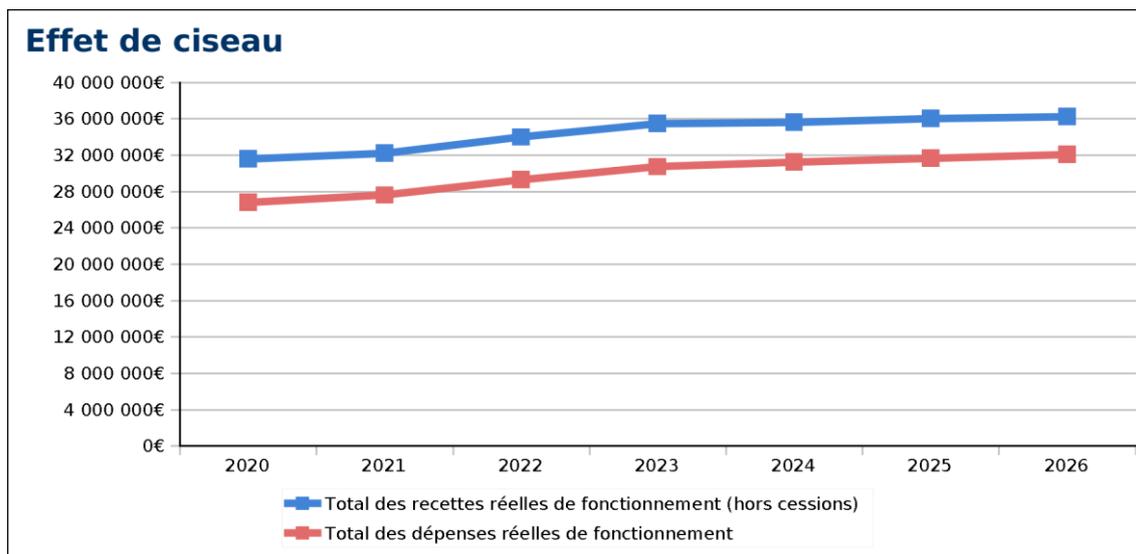
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne brute	4 762 056	4 637 199	4 684 628	4 762 555	4 410 423	4 334 916	4 169 240
Taux d'épargne brute (en %)	15,08 %	14,39 %	13,79 %	13,42 %	12,38 %	12,04 %	11,51 %

4.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

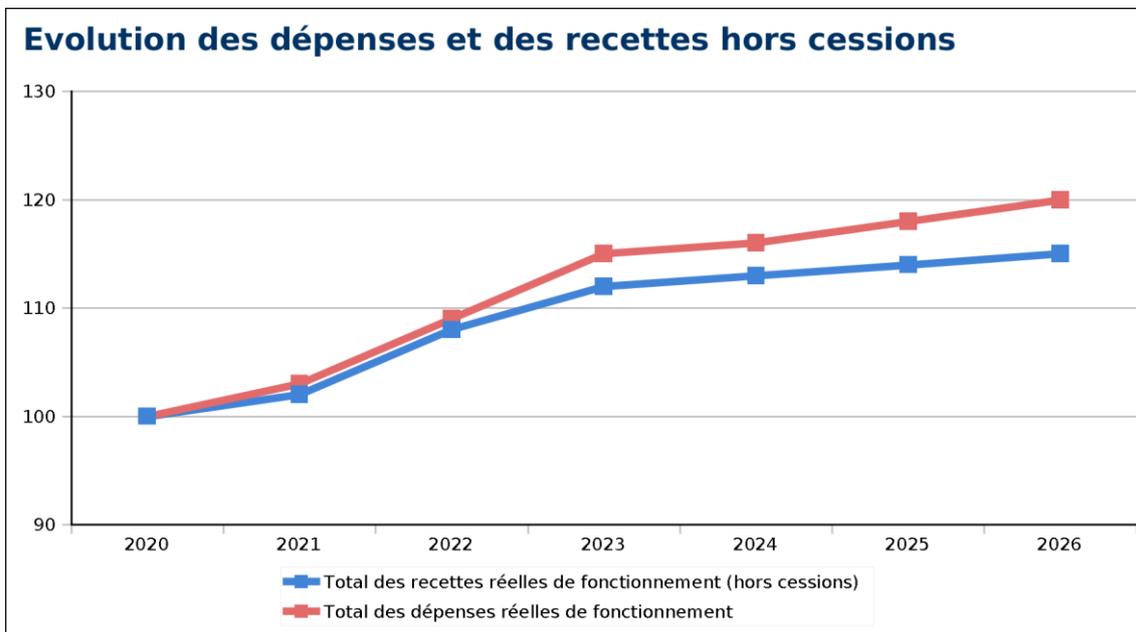
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	31 571 380	32 230 995	33 978 807	35 479 262	35 623 617	36 003 484	36 223 010
Evolution n-1	-2,27 %	2,09 %	5,42 %	4,42 %	0,41 %	1,07 %	0,61 %
Dépenses de fonctionnement	26 809 324	27 593 796	29 294 179	30 716 707	31 213 194	31 668 568	32 053 770
Evolution n-1	1,68 %	2,93 %	6,16 %	4,86 %	1,62 %	1,46 %	1,22 %

La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes (hors cessions) en base 100. Si l'évolution des dépenses est supérieure à l'évolution des recettes, alors un effet de ciseau peut se matérialiser.



5 – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

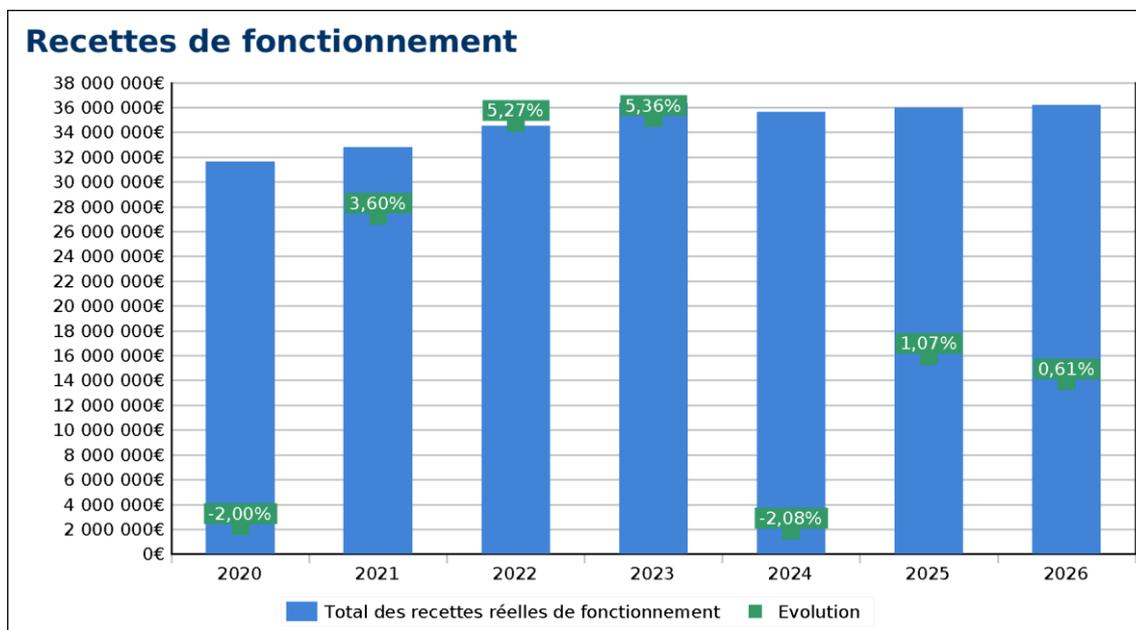
5.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	31 657 060	-2 %	2 330
2021	32 797 624	3,6 %	2 414
2022	34 527 091	5,27 %	2 599
2023	36 379 262	5,36 %	2 678
2024	35 623 617	-2,08 %	2 622
2025	36 003 484	1,07 %	2 650
2026	36 223 010	0,61 %	2 667

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,27 %	14,42 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
14 526 565	9 272 140	9 841 266	10 442 496	10 814 824	11 111 059	11 386 420

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 301	1 301	1 301	1 301	1 301	1 301	1 301

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

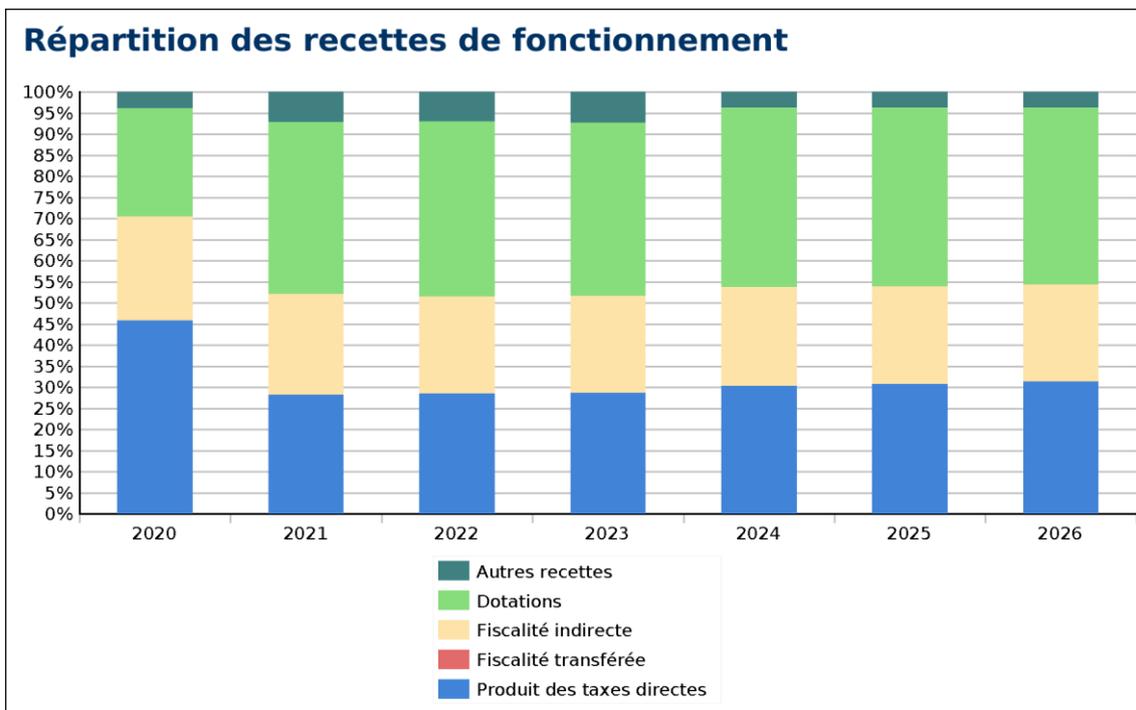
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
7 778 831	7 847 495	7 961 891	8 332 912	8 320 547	8 321 387	8 321 984

Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
8 123 329	13 322 676	14 333 657	14 938 979	15 148 355	15 211 147	15 154 715

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 227 034	2 354 012	2 388 976	2 663 574	1 338 590	1 358 590	1 358 590



5.2 - Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	26 809 324	1,68 %	1 974
2021	27 593 796	2,93 %	2 031
2022	29 294 179	6,16 %	2 186
2023	30 716 707	4,86 %	2 261

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2024	31 213 194	1,62 %	2 298
2025	31 668 568	1,46 %	2 331
2026	32 053 770	1,22 %	2 360

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,02 %	19,56 %

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
12 907 386	13 589 468	14 193 159	14 769 905	15 065 303	15 366 609	15 673 941

Indicateur d'évolution de la ressource humaine

Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
48,15 %	49,25 %	48,45 %	48,08 %	48,27 %	48,52 %	48,9 %

Au 30 novembre 2023, la Ville comptabilisait **353.01 agents en ETP**, soit le même nombre d'agent qu'au 30 novembre 2022.

Ce chiffre traduit la réflexion permanente réalisée pour structurer et rationaliser l'organisation des services. Plusieurs modifications de l'organigramme sont encore intervenues au cours de l'année 2023.

Chaque départ à la retraite ou absence aboutit à une évaluation par la Direction des Ressources Humaines et le Directeur Général des Services de l'intérêt pour la Commune et au regard du service rendu à ses habitants de remplacer ou non l'agent partant ou absent.

En 2023, il a souligné :

- La poursuite de la création de nouveaux emplois, services en lien avec les projets de la collectivité : reprise de la gestion de la voirie précédemment gérée par la Communauté d'Agglomération Seine Eure créant deux postes à ce jour ;
- La mise en place de 2 contrats « étudiants » pour le travail du week-end à la piscine municipale permettant à l'équipe d'accueil permanente de concilier davantage vie professionnelle et vie privée par des temps de repos le week-end plus réguliers ;
- La poursuite du développement du recours à l'apprentissage : 6 apprentis dans les effectifs contre 5 en 2022 et 1 en 2021.

Les équivalents temps plein ont évolué de la manière suivante sur la période 2014 – 2023 :

Année	A	B	C	Total
2014	21.9	31.5	288.8	342.2
2015	22.6	31	277.1	330.7
2016	20.6	31.2	284.5	336.3
2017	23.9	34.36	281.55	339.81
2018	26.9	34.2	274.3	335.4
2019	30.7	31.7	274.2	336.6
2020	31.45	31.8	281.23	344.48
2021	30.65	39.29	287.41	357.34
2022 **	32.95	57.6**	262.47**	353.01
2023	33.93	56.2	262.88	353.02

*Au 30/11

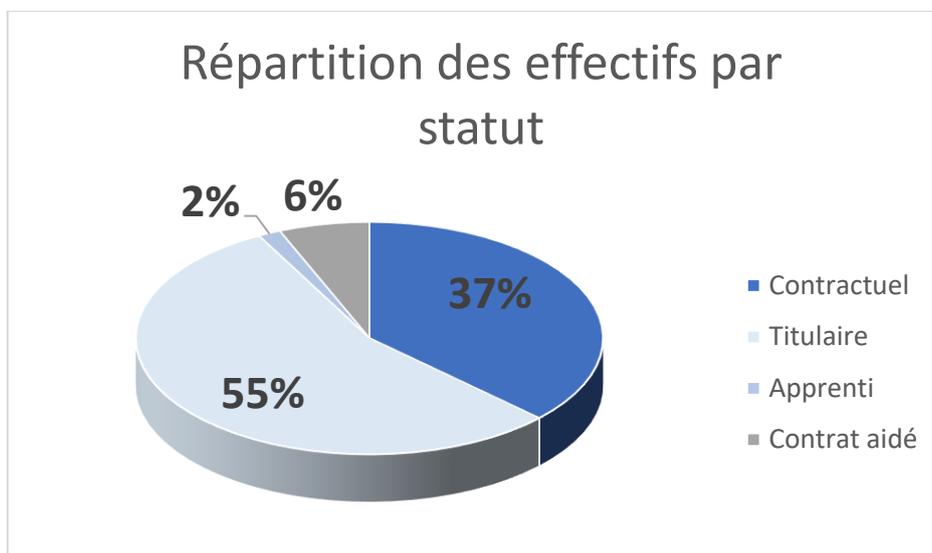
**Au 1^{er} janvier 2022, un reclassement des auxiliaires de puériculture est intervenu modifiant leur cadre d'emplois de catégorie C à B.

Ces données ne reflètent pas l'évolution réelle des effectifs communaux du fait de l'ouverture de l'éco-crèche qui a nécessité la création de 5,9 postes d'ETP

La Loi de Transformation de la Fonction Publique a amené la collectivité à revoir l'organisation de son temps de travail et à supprimer les dispositions et congés spécifiques à la Commune. Depuis le 1^{er} janvier 2022, le cycle de travail de référence est fixé à 39 heures par semaine avec l'attribution de 23 jours de compensation (R.T.T.). Des cycles particuliers ont été définis pour tenir compte des spécificités de certains métiers (policiers municipaux, ATSEM, etc) dans le Règlement du temps de Travail.

Le télétravail est une nouvelle modalité de travail proposée aux agents et mise en place depuis le 1^{er} septembre 2023, à raison de 1 jour maximum par semaine pour les activités qui le permettent. L'ensemble des règles relatives au télétravail est formalisé dans un accord, fruit d'un travail de concertation avec tous les acteurs pour maintenir la qualité de service public en adaptant notre organisation aux attentes des agents.

75 % des agents occupent un emploi à temps complet (80% au niveau national dans la Fonction publique territoriale).



Année	Sexe	Temps Complet	Temps non complet	Temps partiel 80% demande agent	Total
2023	Féminin	186	49	19	254
	Masculin	104	23	2	129
	Total	290	72	21	383
2022	Féminin	191	48	14	253
	Masculin	110	18	0	128
	Total	301	66	14	381
2021	Féminin	198	52	10	260
	Masculin	108	19	1	128
	Total	306	71	11	388
2020	Féminin	184	51	10	245
	Masculin	108	17	1	126
	Total	292	68	11	371
2019	Féminin	196	36	9	241
	Masculin	106	10	1	117
	Total	301	45	11	358

La moyenne d'âge est de 44,4 ans (contre 44.1 en 2022). Les 55 ans et plus représentent 25.85 % des effectifs (contre 24.15% en 2022). Cette pyramide met en exergue des enjeux importants. L'allongement de la durée de vie au travail doit accentuer la réflexion sur le maintien dans l'emploi et la formation tout au long de la vie.

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
8 698 275	9 311 893	9 693 898	10 799 529	10 800 000	10 908 000	11 017 080

Cela regroupe les fluides (électricité, eau...), les contrats de prestations (entretien des espaces verts, restaurations scolaire...), les achats de fournitures nécessaires. L'année 2023 est impactée par l'augmentation du prix de l'énergie et de l'inflation. Les montants prévus pour 2024 sont stables par rapport à 2023.

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655 :

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
978 081	942 890	947 300	919 225	973 773	998 182	1 007 983

- le contingent d'incendie
- la contribution au budget du SIEM

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657 :

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
2 701 203	2 322 529	2 607 527	2 744 020	2 990 671	3 009 171	3 009 171

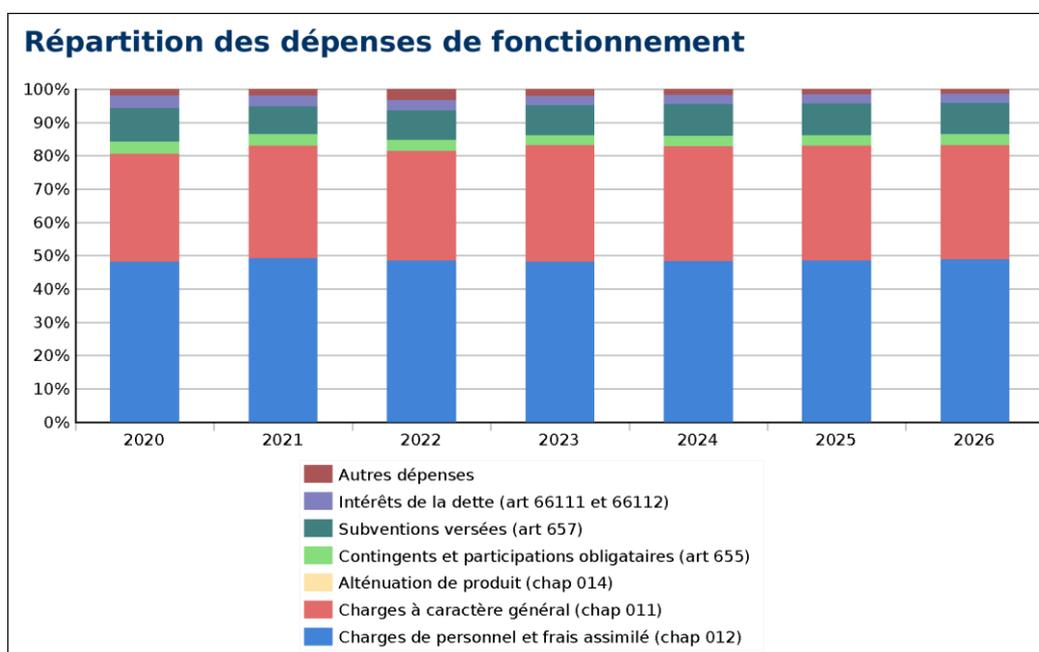
- Les subventions aux associations sportives
- Les subventions culturelles ;
- La participation au CCAS ;

Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 004 489	894 332	890 733	878 258	866 593	909 394	907 159

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66) telles que le intérêts du PPP et de la ligne de trésorerie, les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
519 890	532 685	961 562	605 770	516 854	477 212	438 435



6 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

6.1 - Des recettes d'investissement : Réduction du recours à l'emprunt

La ville pour financer ses investissements devra continuer à recourir à des emprunts mais cette part diminue.

En effet en 2024, elle est 39.7 %.

Les subventions, notamment liées à l'ANRU, reste un financement important 34 % en 2024.

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
987 808	775 156	1 150 259	1 901 000	2 200 000	1 999 612	1 677 719

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (Etat, région, département, CASE...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

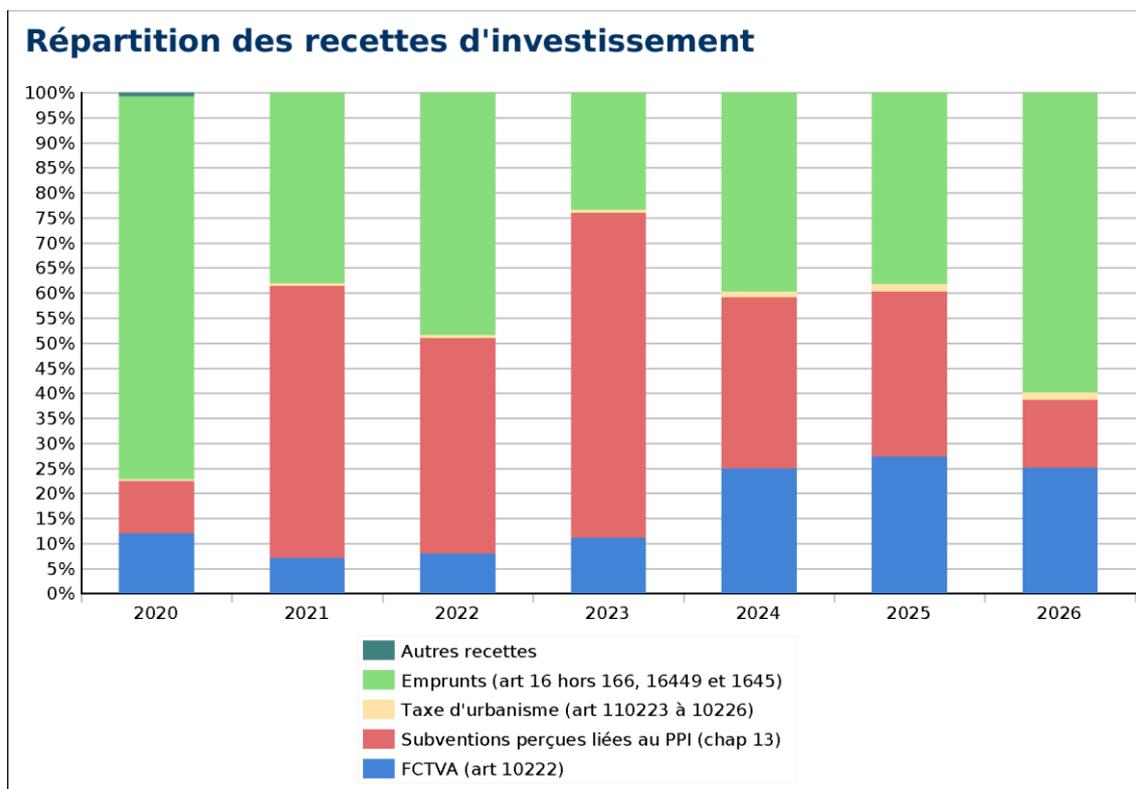
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
858 602	5 954 778	6 226 067	11 141 896	3 014 962	2 419 396	903 757

Taxe d'urbanisme : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité...

2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
31 395	54 289	85 413	107 629	107 629	107 629	107 629

Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

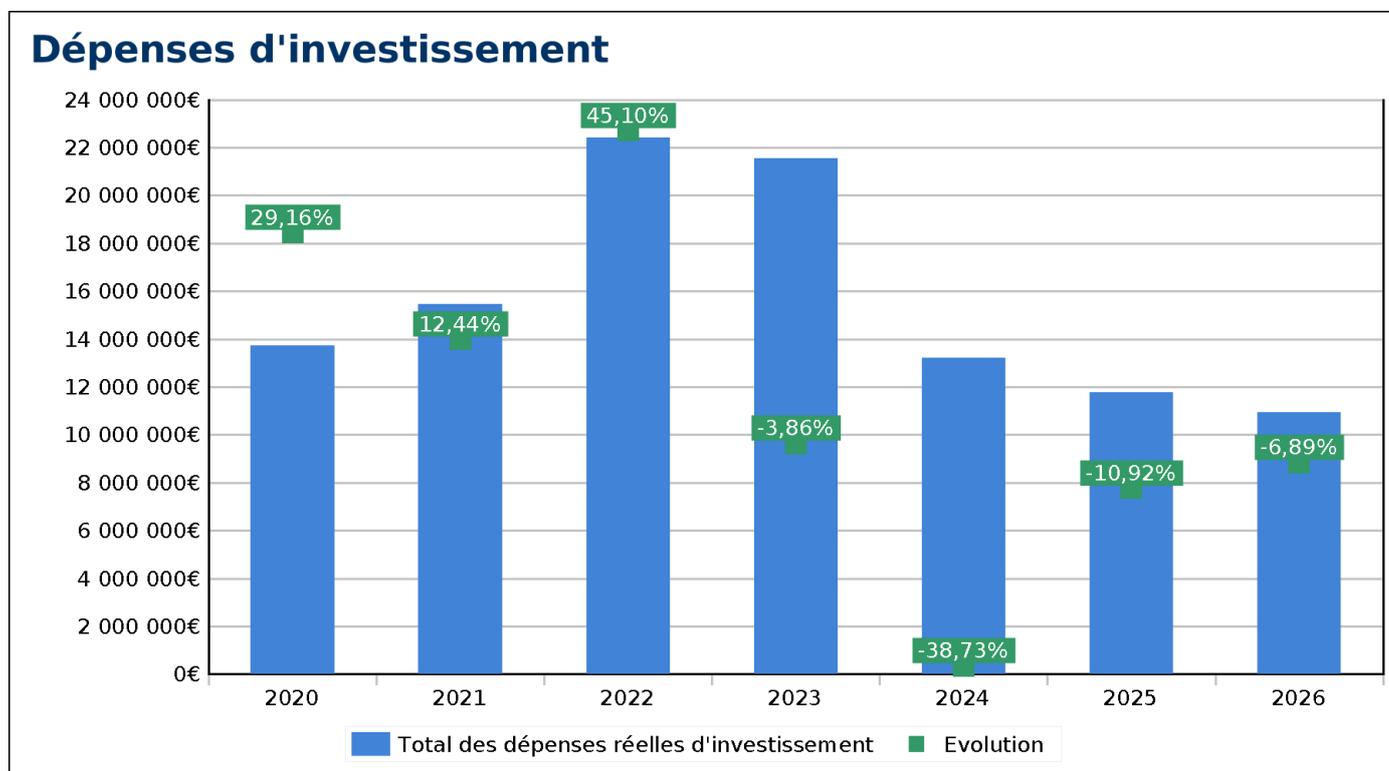
2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
6 290 000	4 172 000	7 000 000	4 000 000	3 500 000	2 800 000	4 000 000



6.2 – Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2020	13 746 413	29,16 %	1 012
2021	15 456 996	12,44 %	1 138
2022	22 428 650	45,1 %	1 673
2023	21 563 129	-3,86 %	1 587
2024	13 211 525	-38,73 %	973
2025	11 768 737	-10,92 %	866
2026	10 957 314	-6,89 %	807

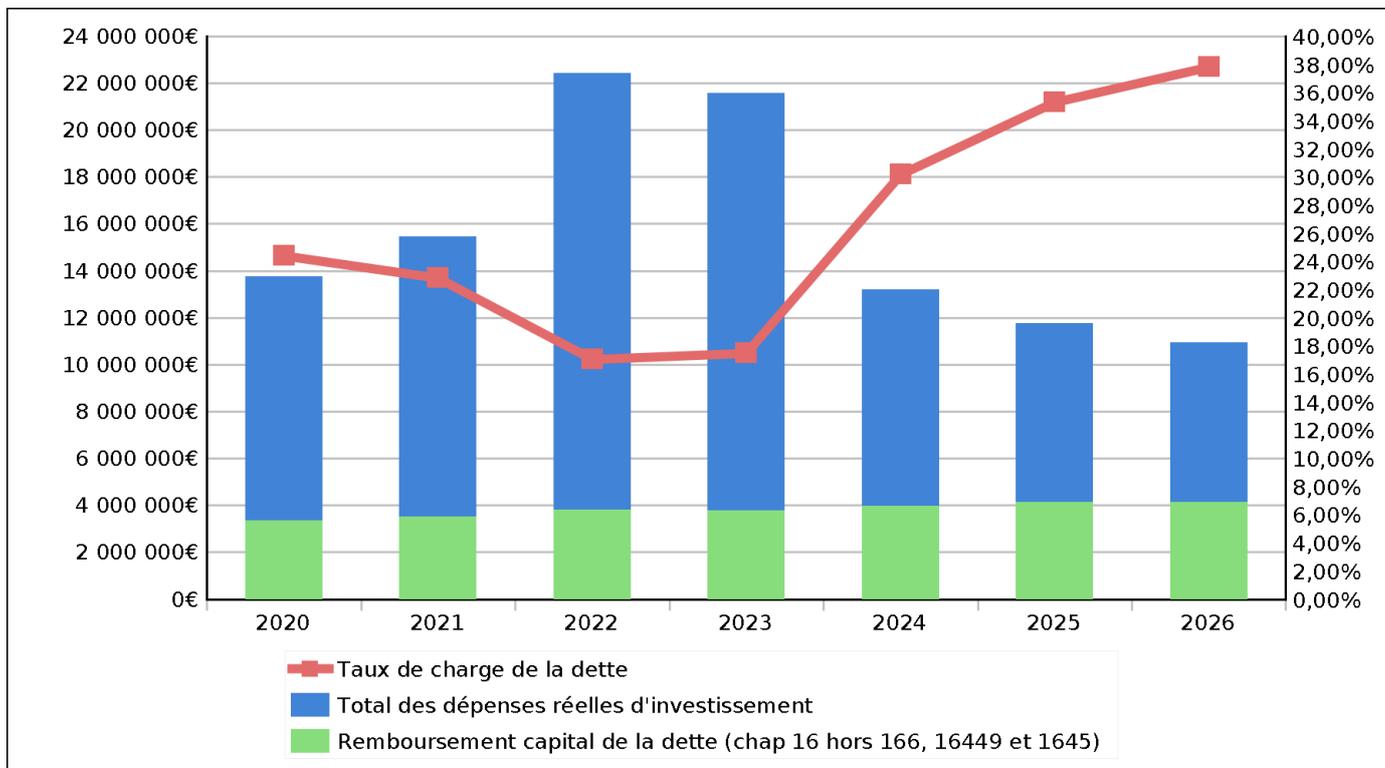


Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2020	13 746 413	3 356 626	24,42 %
2021	15 456 996	3 527 407	22,82 %
2022	22 428 650	3 822 484	17,04 %
2023	21 563 129	3 766 208	17,47 %
2024	13 211 525	3 987 768	30,18 %
2025	11 768 737	4 151 802	35,28 %
2026	10 957 314	4 145 536	37,83 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Total	13 412 121	15 025 072	17 530 962	8 957 798	7 350 976	6 545 819	68 822 748

Description du projet	2 024	2 025	2 026	TOTAL
Groupe scolaire Victor Hugo	3 353 524	-	-	3 353 524
Complexe sportif Léo Lagrange	90 000	-	-	90 000
Aménagement le long de la promenade des Tilleul	309 129	876 129	1 855 602	3 040 860
Rénovation des espaces publics de la dalle	357 172	-	-	357 172
Voieries structurantes	1 202 404	4 164 047	3 251 617	8 618 068
Création de la perçée Musarde et aménagement du jardin de la grosses-borne	20 000	310 800	138 600	469 400
ANRU +	26 700	-	-	26 700
TOTAL PNRU	5 358 928	5 350 976	5 245 819	15 955 723
PPP éclairage public	810 000	840 315	213 000	1 863 315
Renouvellement équipement piscine P3	127 500	130 050	132 651	390 201
Accompagnement à la transition écologique	653 356	261 950	149 450	1 064 756
Aménagement du cadre de vie	624 096	-	-	624 096
Réhabilitation des bâtiments scolaires	295 030	385 380	498 780	1 179 190
Divers travaux et équipements	1 088 888	382 305	306 119	1 777 312
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	8 957 798	7 350 976	6 545 819	22 854 593

9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Programmes (a)	0	13 412 121	15 025 072	17 530 962	8 957 798	7 350 976	6 545 819	68 822 748

L'épargne de la collectivité

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne brute	4 762 056	4 637 199	4 684 628	4 762 555	4 410 423	4 334 916	4 169 240
Remboursement capital de la dette	3 356 626	3 527 407	3 822 484	3 766 208	3 987 768	4 151 802	4 145 536
Epargne nette	1 405 430	1 109 792	862 144	996 347	422 655	183 114	23 704

Le financement

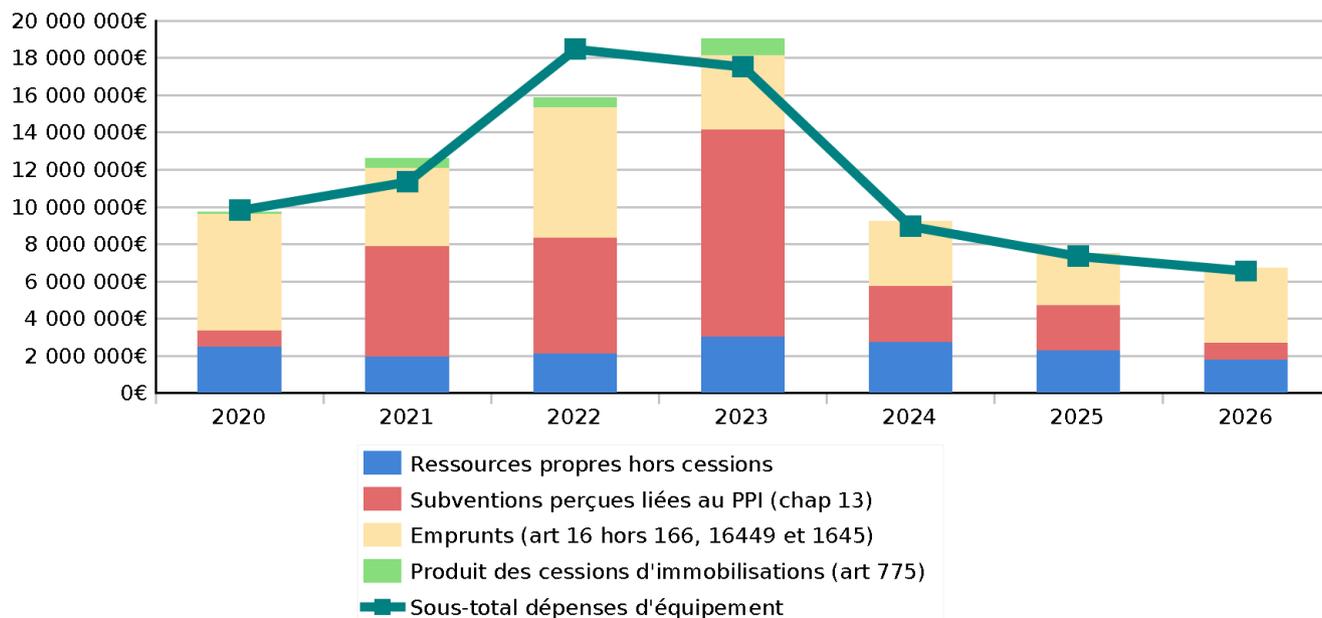
Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne nette (a)	1 405 430	1 109 792	862 144	996 347	422 655	183 114	23 704
FCTVA (b)	987 808	775 156	1 150 259	1 901 000	2 200 000	1 999 612	1 677 719
Autres recettes (c)	88 529	54 289	85 413	107 629	107 629	107 629	107 629
Produit de cessions (d)	85 680	566 629	548 285	900 000	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	2 567 447	2 505 866	2 646 101	3 904 976	2 730 284	2 290 355	1 809 052
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	858 602	5 954 778	6 226 067	11 141 896	3 014 962	2 419 396	903 757
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	6 290 000	4 172 000	7 000 000	4 000 000	3 500 000	2 800 000	4 000 000
Financement total h = (e+f+g)	9 716 049	12 632 644	15 872 168	19 046 872	9 245 246	7 509 751	6 712 809

Résultat de l'exercice	-673 738	703 056	-2 733 998	1 249 952	21 489	-107 184	-98 969
------------------------	----------	---------	------------	-----------	--------	----------	---------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

Répartition du financement de l'investissement



9 – LES RATIOS : COMPARATIF

Ratios au 31/12/2022	Val-de-Reuil	Evreux	Louviers	Vernon
Nombre d'habitants	13 197	47 574	18 923	24 404
Dépenses réelles de fonctionnement / population	2 321	1 630	1 300	1 102
Produit des impositions directes / population	750	700	596	588
Recettes réelles de fonctionnement / population	2 599	1 747	1 363	1 217
Dépenses d'équipement / population	1 399	288	453	496
Encours de la dette / population	3 365	1 816	1 826	1 633
Dotations globales de fonctionnement / population	393	353	181	336
Dépenses de personnel en % des charges de la CAF	48,21%	61,58%	60,60%	46,83%
En cours de la dette en % des produits CAF	121,70%	104,80%	135,68	134,17%

Capacité d'autofinancement = CAF

Sources : <https://www.impots.gouv.fr>

